

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à: la Convention

Objet: **Fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant :**
- la Partie III, Titre VI "Le fonctionnement de l'Union" : Cour de justice
(sous-section V) (articles III-254 à III-285 - ex-articles 221 à 245)

Les membres trouveront en annexe la fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant la Cour de justice, projets d'articles III-254 à III-285 à la Partie III, Titre VI, Sous- section V de la Constitution.

=====

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS
CONCERNANT LA COUR DE JUSTICE
PARTIE III, TITRE VI (ARTICLES III-254 à III-285) DE LA CONSTITUTION

I. REMARQUES GENERALES

Des Conventionnels ont encore déposé des amendements concernant l'article 20 de la Partie I, concernant en particulier la durée du mandat (9 ans non renouvelables pour les membres de la Cour- am.1 Duff +12 Conventionnels et am.4 Paciotti + 1 Conventionnel), la formulation de la liste des recours (am.2 Fischer, am.3 Kaufmann), la garantie explicite d'indépendance (am.4 Paciotti), ainsi que des amendements rédactionnels (am.5 Queiró). Il convient de rappeler que le Secrétariat a déjà élaboré une fiche d'analyse sur l'ensemble des amendements à l'article 20 de la Partie I (devenu l'article I-28), à laquelle il y a lieu de s'y référer. La présente analyse ne concerne dès lors que les amendements déposés aux articles de la Partie III.

Concernant les amendements déposés aux articles suivants, un membre a proposé que, tout au long des articles, le mot "Constitution" soit remplacé par "Traité" (Queiró).

II. FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS PAR ARTICLE

ARTICLE III-254 (EX ARTICLE 221)

"La Cour de justice siège en chambres, en grande chambre ou en assemblée plénière, en conformité avec les règles prévues à cet effet par le statut de la Cour de justice "

- Prévoir que la Cour de justice ne siège en assemblée plénière "qu'exceptionnellement" : (am.6 Villepin)

ARTICLE III-255 (EX ARTICLE 222)

"La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux. Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des avocats généraux.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice, requièrent son intervention."

- Prévoir plus d'avocats généraux (**10** avocats généraux - am.7 Borrell +1 Conventionnel, **16** avocats généraux - am.8 Figel ou **un nombre égal à la moitié des juges** - am.9 Paciotti)
- Remplacer décision du Conseil à l'unanimité par **décision du Conseil à la majorité qualifiée et après approbation du Parlement européen** (am.9 Paciotti)

ARTICLE III-256 (EX ARTICLE 223)

"Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres, après consultation du comité prévu à l'[ex-article 224 bis].

Un renouvellement partiel des juges et des avocats généraux a lieu tous les trois ans dans les conditions prévues par le statut de la Cour de justice.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de justice. Son mandat est renouvelable.

La Cour de justice établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée."

- Changer la procédure de désignation des membres de la Cour en prévoyant que les gouvernements font une proposition, qui est ratifiée par le Parlement européen (am.10 Borrell +1 Conventionnel)
- Supprimer l'avis du comité consultatif (am.11 Figel) ;
- Prévoir un mandat non renouvelable (am.13 Paciotti, am.14 Queiró) ;
- Modifier la procédure d'adoption du règlement de procédure de la Cour, en prévoyant son approbation par le Conseil, mais aussi par le Parlement européen (am.12 Kaufmann).

ARTICLE III- 257 (EX ARTICLE 224)

"Le nombre des juges du Tribunal de grande instance est fixé par le statut de la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal est assisté d'avocats généraux.

Les membres du Tribunal de grande instance sont choisis parmi les personnes offrant toutes garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de hautes fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres, après consultation du comité prévu à l'[ex-article 224 bis]. Un renouvellement partiel du Tribunal de grande instance a lieu tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président du Tribunal de grande instance. Son mandat est renouvelable.

Le Tribunal de grande instance adopte son règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Il statue après approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

À moins que le statut de la Cour de justice n'en dispose autrement, les dispositions de la Constitution relatives à la Cour de justice sont applicables au Tribunal de grande instance."

- Décision du Conseil fixant le nombre des juges du Tribunal de grande instance à l'unanimité (am.16 Farnleitner)
- Suppression du comité consultatif dans la procédure de désignation des juges du Tribunal de grande instance (am.17 Figel)
- Approbation du règlement de procédure du Tribunal par le Parlement européen et précision que ce règlement devrait être considéré comme une loi organique (am.18 Kaufmann)

ARTICLE III-258 (EX ARTICLE 224 BIS)

"Un comité est institué afin de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal de grande instance préalablement à la décision des gouvernements des États membres conformément aux [ex-articles 223 et 224].

Le comité est composé de sept personnalités parmi d'anciens membres de la Cour de justice et du Tribunal de grande instance, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires, dont un est proposé par le Parlement européen. La désignation des membres de ce comité et ses règles de fonctionnement sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition du président de la Cour de justice."

- Suppression du comité (am.24 Figel, am.25 Fischer, am.26 Queiró)
- Supprimer la référence au nombre de membres du comité (am.27 Roche)
- Appui explicite du comité (am.23 Einem + 2 Conventionnels)
- Prévoir que l'avis du comité doit être motivé (am.22 Villepin)

Article III-259 (ex article 225)

"1. Le Tribunal de grande instance est compétent pour connaître en première instance des recours visés aux [ex-articles 230, 232, 235, 236 et 238], à l'exception de ceux qui sont attribués à un tribunal spécialisé et de ceux que le statut réserve à la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal de grande instance est compétent pour d'autres catégories de recours.

Les décisions rendues par le Tribunal de grande instance en vertu du présent paragraphe peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice, limité aux questions de droit, dans les conditions et limites prévues par le statut.

2. Le Tribunal de grande instance est compétent pour connaître des recours qui sont formés contre les décisions des tribunaux spécialisés créés en application de l'[ex-article 225 A].

Les décisions rendues par le Tribunal de grande instance en vertu du présent paragraphe peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit de l'Union.

3. Le Tribunal de grande instance est compétent pour connaître des questions préjudicielles, soumises en vertu de l'[ex-article 234], dans des matières spécifiques déterminées par le statut.

Lorsque le Tribunal de grande instance estime que l'affaire appelle une décision de principe susceptible d'affecter l'unité ou la cohérence du droit de l'Union, il peut renvoyer l'affaire devant la Cour de justice afin qu'elle statue.

Les décisions rendues par le Tribunal de grande instance sur des questions préjudicielles peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit de l'Union."

- Ajouter un nouveau paragraphe prévoyant le recours à des instances juridictionnelles internationales (CEDH) (am.28 Queiró)

ARTICLE III 260 (EX ARTICLE 225 bis)

"1. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois européennes créant des tribunaux spécialisés adjoints au Tribunal de grande instance, chargés de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. Ils statuent soit sur proposition de la Commission après consultation de la Cour de justice, soit sur demande de la Cour de justice après consultation de la Commission.

2. La loi européenne portant création d'un tribunal spécialisé fixe les règles relatives à la composition de ce tribunal et précise l'étendue des compétences qui lui sont conférées.

3. Les décisions des tribunaux spécialisés peuvent faire l'objet d'un pourvoi limité aux questions de droit ou, lorsque la loi européenne portant création du tribunal spécialisé le prévoit, d'un appel portant également sur les questions de fait, devant le Tribunal de grande instance.

4. Les membres des tribunaux spécialisés sont choisis parmi des personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés par le Conseil, statuant à l'unanimité.

5. Les tribunaux spécialisés adoptent leur règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Ils statuent après l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

6. À moins que la loi européenne portant création du tribunal spécialisé n'en dispose autrement, les dispositions de la Constitution relatives à la Cour de justice et les dispositions du statut de la Cour de justice s'appliquent aux tribunaux spécialisés."

- Prévoir la procédure législative, mais avec le Conseil statuant à l'unanimité (am.30 Farnleitner, am.33 Queiró)
- Amendements rédactionnels (am.29 Borrell + 1 Conventionnel, am.32 Michel + 4 Conventionnels)

ARTICLE III-263 (EX ARTICLE 228)

"1. Si la Cour de justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, cet État est tenu de prendre les dispositions que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

2. Si la Commission estime que l'État membre concerné n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour, elle peut saisir la Cour de justice, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'État membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour de justice reconnaît que l'État membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de l'[ex-article 227].

3. Lorsque la Commission saisit la Cour de justice d'un recours en vertu de l'[ex-article 226] estimant que l'État concerné a manqué à son obligation de communiquer des mesures de transposition d'une loi-cadre, elle peut, lorsqu'elle le considère approprié, demander à la Cour de justice à ce qu'elle inflige, dans le même recours, le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte dans le cas où la Cour constaterait un manquement. Si la Cour de justice fait droit à la demande de la Commission, le paiement en question prend effet dans le délai imparti par la Cour de justice dans son arrêt."

- Reprendre la phase pré-contentieuse au paragraphe 2 et supprimer le paragraphe 3 (am.37 Villepin, am.39 Fischer, am.38 Einem + 2 Conventionnels, demandant uniquement la suppression du paragraphe 3).

ARTICLE III-264 (EX ARTICLE 229)

"Les lois européennes, lois-cadres européennes et les lois ou règlements du Conseil, adoptés en vertu de la Constitution, peuvent attribuer à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction pour les sanctions qu'elles prévoient."

- Suppression des lois-cadres (am.42 Villepin)

ARTICLE III-265 (EX ARTICLE 229 A)

"Sans préjudice des autres dispositions de la Constitution, une loi européenne attribue à la Cour de justice, dans la mesure qu'elle détermine, la compétence pour statuer sur des litiges liés à l'application des actes adoptés sur la base de la Constitution qui créent des titres de propriété industrielle. "

- La loi européenne "peut" attribuer à la Cour la compétence, plutôt que la loi européenne attribue la compétence (am.46 Farnleitner) ;
- Loi organique (am.47 Kaufmann) ;
- Revenir à un acte du Conseil à l'unanimité (am.48 Queiró).

ARTICLE III-266 (EX ARTICLE 230)

- "1. La Cour de justice contrôle la légalité des lois européennes et des lois-cadres européennes, des actes du Conseil, de la Commission et de la BCE, autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers. Elle contrôle aussi la légalité des actes des agences et organes de l'Union qui produisent des effets juridiques vis-à-vis de tiers.*
- 2. À cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la Constitution ou de toute règle de droit relatif à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission.*
- 3. La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la Cour des comptes, par la Banque centrale européenne et par le Comité des Régions, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci.*
- 4. Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les actes dont elle est le destinataire ou qui la concernent directement et individuellement, ainsi que contre les actes réglementaires qui la concernent directement sans comporter de mesures d'exécution.*
- 5. Les actes créant les organes et agences de l'Union peuvent prévoir des conditions et modalités spécifiques concernant les recours introduits par des personnes physiques ou morales contre des actes de ces organes ou agences destinés à produire des effets juridiques.*
- 6. Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance."*

Paragraphe 3

- Ajouter le Comité économique et social (am.49 Borrell + 2 Conventionnels) ;

Paragraphe 4

- Remplacer "actes réglementaires" par "actes de portée générale" (am.53 Fischer, am.55 Michel + 4 Conventionnels) ou par "actes juridiques" (am.54 Kaufmann) ;
- Supprimer le mot "réglementaire" (en ouvrant ainsi la voie à des recours contre des actes de portée générale) (am.52 Berger + 12 conventionnels) ;
- Ajouter "les actes affectant ou étant susceptibles d'affecter substantiellement ses intérêts" (am.51 Duff +13 Conventionnels, am.56 Queiró, qui utilise une formule semblable)
- Remplacer "actes réglementaires" par "règlements" et ajouter le mot "nationale" après exécution (am.50 Villepin)

ARTICLE III-267 (EX ARTICLE 230 bis)

"L'État membre concerné par une constatation par le Conseil européen ou par le Conseil en vertu de l'article I-58 peut s'adresser à la Cour de justice, dans un délai d'un mois à compter de la date de ladite constatation, pour violation des seules prescriptions de procédure prévues dans cette disposition."

- Suppression (am.57 Kaufmann) ;
- Amendement rédactionnel (am.57 Villepin) ;

ARTICLE III-269 (EX ARTICLE 232)

"Dans le cas où, en violation de la Constitution, le Parlement européen, le Conseil, la Commission s'abstiendraient de statuer, les États membres et les autres institutions de l'Union peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation. Cette disposition s'applique, dans les mêmes conditions, aux agences et organes de l'Union qui s'abstiennent de statuer.

Ce recours n'est recevable que si l'institution, agence ou organe en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution, agence ou organe n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des Institutions, agences ou organes de l'Union d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis."

- Exclusion du recours en carence pour les actes relevant de la coopération judiciaire et policière en matière pénale (am.59 Villepin) ;
- Amendements rédactionnels (am.60 Kaufmann, am.61 Queiró)

ARTICLE III-271 (EX ARTICLE 234)

"La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

- a) sur l'interprétation de la Constitution,*
- b) sur la validité et l'interprétation des actes des institutions de l'Union,*
- c) sur l'interprétation des statuts des agences ou organes créés par un acte de l'Union, lorsque ces statuts le prévoient.*

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour de justice statue dans les plus brefs délais."

- Ajouter un nouveau paragraphe au début, indiquant que les juges nationaux, juges de droit commun, font partie intégrante du système juridictionnel de l'Union (am.63 Villepin) ;
- Suppression de l'alinéa c) du premier alinéa (am.65 Kaufmann);
- Soutien du dernier paragraphe, mais en le reformulant (am.66 Michel + 4 Conventionnels), en indiquant que la Cour statuera dans le délai imparti par le Statut (am.67 Queiró) ou en posant la question de son incorporation dans le statut de la Cour de justice (Berger + 4Conventionnels).

ARTICLE III-278 (EX ARTICLE 240 bis)

"La Cour de justice n'a pas de compétence au regard des articles I-39 et I-40 et des dispositions du chapitre II du titre V de la Partie III concernant la politique étrangère et de sécurité commune."

- Suppression (am.72 Duff +14 Conventionnels, am.73 Einem + 4 Conventionnels, am.75 Kaufmann, am.77 Paciotti +1 Conventionnels);
- Compétence de la Cour de justice pour contrôler la légalité de l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de personnes et des actes de gestion (Michel + 4 Conventionnels) ou pour examiner les procédures conformément aux articles 230, paragraphe 4 ou 234, lorsqu'elles portent sur des actes qui concernent directement et individuellement des particuliers (am.74 Fischer) ; pour sa part, M. de Villepin a fait savoir, à propos de l'exclusion de la compétence de la Cour de justice au sujet de la PESC, que "les autorités françaises sont disposées à réfléchir aux modalités d'une extension limitée et ponctuelle de la compétence de la Cour à la PESC pour certains types de recours, dès lors qu'elles préserveraient la capacité d'action diplomatique de l'Union et des Etats membres et seraient adaptées aux spécificités de la PESC/PESD" (am.71 Villepin)

ARTICLE III-279 (EX ARTICLE 240 TER)

"Dans l'exercice de ses compétences concernant les dispositions des sections 4 et 5 du chapitre IV du Titre III concernant l'espace de liberté, sécurité et justice, la Cour de justice n'a pas de compétence pour contrôler la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un État membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure, lorsque ces actes relèvent du droit interne."

- Suppression (am.80 Duff + 13 Conventionnels, am.81 Berger + 4 Conventionnels, am.82 Fischer, am.83 Kaufmann);
- Revenir au libellé de l'article 35, paragraphe 5 TUE, en supprimant les mots "lorsque ces actes relèvent du droit interne" (am.79 Villepin).

ARTICLE III-286 (EX ARTICLE 245)

"Le statut de la Cour de justice est fixé par un protocole.

La loi peut modifier les dispositions du statut, à l'exception de son titre I et de son article 64. Le Parlement européen et le Conseil statuent, soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission, soit sur demande de la Commission et après consultation de la Cour de justice."

- Le statut de la Cour en tant que loi organique et suppression des exceptions indiquées concernant le titre I et l'article 64 (am.91 Kaufmann);
- Accepter la procédure législative, mais avec le Conseil statuant à l'unanimité (am.92 Queiró).

III. LISTE DES AMENDEMENTS PAR ARTICLE

article 20

1. *Duff, Dini, Fayot, Hasotti, Lang, Voggenhuber, Berger, Dybkjaer, Maclellannan of Rogart, Mc Cormick, Severin, Van Eekelen, Arabadjiev*
2. *Fischer*
3. *Kaufmann*
4. *Paciotti, Van Lancker*
5. *Queiró*

Article III-254 (ex article 221)

6. *de Villepin*

Article III-255 (ex article 222)

7. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*
8. *Figel*
9. *Paciotti, Van Lancker*

Article III-256 (ex article 223)

10. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*
11. *Figel*
12. *Kaufmann*
13. *Paciotti, Van Lancker*
14. *Queiró*

Article III-257 (ex article 224)

15. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*
16. *Farnleitner, Tusek*
17. *Figel*
18. *Kaufmann*
19. *Paciotti, Van Lancker*
20. *Queiró*

Article III-258 (ex article 224 bis)

21. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*
22. *de Villepin*
23. *Berger, Einem, Farnleitner, Tusek*
24. *Figel*
25. *Fischer*
26. *Queiró*
27. *Roche*

Article III-259 (ex article 225)

28. *Queiró*
29. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*
30. *Hannes, Farnleitner, Tusek*
31. *Kaufmann*
32. *Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy*
33. *Queiró*

Article III-261 (ex article 226)

34. *Queiró*

Article III-262 (ex article 227)

35. *Queiró*

Article III-263 (ex article 228)

36. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*
37. *de Villepin*
38. *Berger, Einem, Farnleitner, Tusek*
39. *Fischer*
40. *Kaufmann*
41. *Queiró*

Article III-264 (ex article 229)

42. *de Villepin*
43. *Berger, Einem, Farnleitner, Rack, Tusek*
44. *Kaufmann*

45. *Queiró*

Article III-265 (ex article 229 A)

46. *Berger, Einem, Farnleitner, Rack, Tusek*

47. *Kaufmann*

48. *Queiró*

49. *Borrell, Carnero, Lopez Garrido*

50. *de Villepin*

51. *Duff, Fayot, Hasotti, Voggenhuber, Berger, Dybkjaer, Lichtenberger, MacLennan of Rogart, Mc Cormick, Severin, Van Eekelen, Nagy, Arabadjiev*

52. *Altmaier, Berger, Brok, Demetriu, Duff, Einem, Farnleitner, Fayot, Paciotti, Rack, Tusek, Würmeling*

53. *Fischer*

54. *Kaufmann*

55. *Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy*

56. *Queiró*

Article III-267 (ex article 230 bis)

57. *de Villepin*

58. *Kaufmann*

Article III-269 (ex article 232)

59. *de Villepin*

60. *Kaufmann*

61. *Queiró*

Article III- (ex article 233)

62. *Queiró*

Article III-271 (ex article 234)

63. *de Villepin*

64. *Berger, Einem, Farnleitner, Rack, Tusek*

65. *Kaufmann*

66. *Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy*

67. *Queiró*

Article III-274 (ex article 237)

68. Queiró

Article III-276 (ex article 239)

69. Queiró

Article III-277 (ex article 240)

70. Queiró

Article III-278 (ex article 240 bis)

71. de Villepin

72. Duff, Dini, Fayot, Hasotti, Voggenhuber, Berger, Dybkjaer, Lichtenberger, MacLennan of Rogart, Mc Cormick, Severin, Van Eekelen, Nagy, Arabadjiev

73. Berger, Einem, Farnleitner, Rack, Tusek

74. Fischer

75. Kaufmann

76. Michel, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy

77. Paciotti, Van Lancker

78. Queiró

Article III-279 (ex article 240 ter)

79. de Villepin

80. Duff, Dini, Fayot, Hasotti, Voggenhuber, Berger, Dybkjaer, Lichtenberger, MacLennan of Rogart, Mc Cormick, Severin, Van Eekelen, Nagy, Arabadjiev

81. Berger, Einem, Farnleitner, Rack, Tusek

82. Fischer

83. Kaufmann

84. Queiró

Article III-280 (ex article 240 quarter)

85. Queiró

Article III-281 (ex article 241)

86. Berger, Einem, Farnleitner, Rack, Tusek

87. Kaufmann

88. Queiró

Article III-282 (ex article 242)

89. *Queiró*

Article III-285 (ex article 245)

90. *Berger, Einem, Farnleitner, Rack, Tusek*

91. *Kaufmann*

92. *Queiró*